

DÉNONÇANT UNE GRAVE CONGÉLATION POLITIQUE

Le RCD appelle à une mobilisation patriotique

Le RCD souligne, dans une déclaration rendue publique hier, l'urgence de la mobilisation des patriotes pour accompagner et structurer la société afin de peser dans la perspective d'un changement inéluctable. Pour ce changement, le parti préconise une phase de transition pour lancer un véritable débat, car, estime-t-il, tout doit être repensé. Le RCD fait le constat de congélation politique aggravée par des indicateurs économiques au rouge.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Dans le tout, le RCD met évidemment la refondation de l'édifice institutionnel dans le sens, écrit-il, d'une rupture avec la «concentration des pouvoirs politiques et économiques».

Une refondation qui appelle, poursuit-il, audace, générosité et énergie que seule la jeunesse peut offrir. Le RCD se rend à cette résolution parce qu'il voit l'Algérie au bord de l'explosion. «Cinquante ans après l'indépendance, l'Algérie est au bord de l'implosion sociale. Son unité nationale est mise à mal par le tribalisme qui gangrène toutes les instances nationales, gouvernement en tête», résume-t-il, sentencieux.

Un constat d'échec. Sur toute la ligne. Pour établir un tel constat, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) s'est appuyé sur des réalités politiques, économiques et sociales frappantes. «Le bilan est lourd. L'avenir est sourd», note le parti dans une déclaration rendue publique hier. «Aujourd'hui, l'Algérie vit un cauchemar qui insulte ses luttes, révolte sa jeunesse et la désigne dans le monde comme l'image inversée du statut auquel la destinait une épopée qui a forcé l'admiration du monde», écrit-il encore, avant de faire le rappel de ce que «dès l'été 1962, des hommes tapis dans l'ombre, reniant sacrifices et serments, prirent la terrible responsabilité de renverser le GPRA, instance légale de la révolution, et de faire à nouveau couler le sang dans un pays exsangue. Depuis, l'Algérie, partie pour être un exemple de développement postcolonial, n'en finit pas de conjuguer drames, abus et régressions. Rien n'a été épargné au peuple algérien : assassinats politiques, dilapidations et détournements de la richesse nationale, fraudes électorales et soumissions tribales des institutions ont déstabilisé l'Etat, ensemencé la violence dans les mœurs politiques et exclu le citoyen, notamment la jeunesse, de toute décision engageant le destin national». Le parti de Mohcine Bellabes ajoute que le pouvoir mène une politique de confiscation de l'Etat où les compétences non inféodées sont réduites à la marginalité, l'humiliation et l'exil. A raison, le parti note que «la régression nationale a fait le bonheur de l'internationale terroriste qui a fait de l'un des pays les plus réfractaires au fondamentalisme, la matrice du développement et de la dissémination de tous les extrémismes».

De proche en proche, le RCD arrive à l'évocation de la dernière actualité politique qui a vu s'organiser des élections législatives. «Le simulacre législatif du 10 mai dernier illustre, on ne peut mieux, la faillite du système et donne une image affligeante d'un Etat installé durablement dans le provisoire, la prébende et le mépris.» Le RCD ne rate pas également de commenter le mutisme du chef de l'Etat. «Le mutisme aussi incompréhensible qu'humiliant d'un chef de l'Etat en convalescence perpétuelle et le maintien d'un «gouvernement intérimaire» témoignent de l'incapacité à appréhender les enjeux nationaux et planétaires.»

Relevant que des milliards de dollars ont été dilapidés en 2011 pour ne pas entendre l'aspiration populaire au changement, le pouvoir, note encore le RCD, croit se mettre à l'abri de la colère populaire en bétonnant les esplanades de la capitale. Le parti ne manque pas aussi de dénoncer l'opération de marketing médiatique (publireportage dans *le Monde*, ndlr) qu'il qualifie de «pitoyable manipulation».

S. A. I.

5 JUILLET 1962 5 JUILLET 2012

Des espoirs fous à la réalité sordide

Par Zoubir Souissi

Suite de la page Une

Puis, il fallut bien revenir à la réalité et faire l'état des lieux après sept ans et demi d'une guerre totale menée par l'armée coloniale contre le peuple algérien. De fait, le pays était ravagé, détruit, démoli en profondeur. La reconstruction semblait titanessque, mais on avait la foi, cette foi qui déplace les montagnes. N'avait-on pas fait plier une des plus grandes puissances mondiales et l'amener à donner suite aux justes revendications des Algériens ?

Il avait fallu bien sûr payer le prix fort pour arriver à ce résultat : plusieurs centaines de milliers de morts, autant de blessés et de handicapés à vie.

Durant les cent trente-deux années d'occupation coloniale, le peuple algérien avait constamment fait preuve de courage et de pugnacité. C'est avec le même état d'esprit qu'il voulait entreprendre la reconstruction du pays. Mais la détermination seule ne peut suffire. Des obstacles sérieux se mettront en travers de sa route, mus par ceux-là mêmes qui devaient présider aux destinées du pays.

La Révolution algérienne qui fut à l'origine de la décolonisation du continent africain, avait pourtant engendré un état d'esprit fondé sur des règles éthiques rigoureuses et des comportements exemplaires. Le courage et la détermination des patriotes et des moudjahidines faisaient l'admiration du monde entier. Ce qui valut à la Révolution algérienne de larges soutiens y compris dans plusieurs pays occidentaux.

Le combat des femmes algériennes en particulier suscita un



Photo : DF

large mouvement de sympathie et de solidarité agissante. Les hauts faits d'armes, l'esprit de sacrifice et l'abnégation des patriotes d'alors étaient loués sous toutes les latitudes. Dans la longue liste des exploits réalisés par les combattants de la liberté, on doit citer l'action de la fédération de France du FLN qui porta la lutte sur le terrain même de la puissance coloniale, les footballeurs de l'équipe du FLN qui délaissèrent des carrières avantageuses dans les clubs professionnels pour porter les couleurs et la bonne parole de l'Algérie combattante, la diplomatie militante à qui était dévolue la tâche de battre en brèche les positions de la France coloniale. Dans les cénacles internationaux, à l'ONU notamment, les représentants algériens déploierent des efforts sans précédent pour rallier le maximum de pays à la cause de l'Algérie combat-

tante. Bref, la grande Révolution algérienne fut l'exemple parmi les exemples.

Qu'en est-il cinquante années après ? L'Algérie indépendante depuis un demi-siècle est-elle conforme à la vision et aux espoirs des illustres martyrs qui se sont sacrifiés pour elle. Les Ben M'hidi, Abane, Zighoud Youcef, Amirouche, Benboulaïd, Didouche, etc. ou encore Boudiaf le martyr contemporain, seraient-ils fiers de l'Algérie d'aujourd'hui ? Que nenni. Le capital admiration et sympathie a commencé à s'effriter à la veille de l'indépendance à cause des luttes intestines pour le pouvoir qui commencèrent avant même le départ des occupants. Le tristement célèbre congrès de Tripoli, surnommé à juste titre le «congrès des dupes», en fut l'illustration parfaite. Finis les grands principes, fini l'état d'esprit empreint de sacrifice et de

détermination et place à la lutte pour la maîtrise du pouvoir qui friserait la guerre civile au lendemain de l'indépendance. Très jeunes gens en juillet 1962, nous étions fiers de notre pays, de sa Révolution et nous avions des espoirs fous quant à son avenir. Une Révolution prestigieuse comme la nôtre ne pouvait qu'enfanter un pays ouvert sur le progrès. L'Algérie combattante fut un exemple, celle de l'indépendance ne pouvait que confirmer cette tendance. Ce ne fut pas le cas. Bien au contraire, le chemin accompli en cinquante années est à contre-sens des grands idéaux de liberté et de justice qui avaient guidé les moudjahidines. De complots en coups tordus, le système s'est transformé en dictature tantôt pure et dure, tantôt plus soft. En cinquante ans, le pays est passé de la révolution socialiste émaillée comme il se doit par les pénuries et la malvie chère aux «démocraties populaires», au libéralisme sauvage pour aboutir enfin à l'anarchie et au bazar, en subissant une guerre civile impitoyable. Un demi-siècle après l'indépendance, le pétrole reste l'unique source de revenus pour le pays et surtout pour ses «heureux» dirigeants. Livré à la corruption et aux rapines en tout genre, il offre l'image d'une entité déstructurée où la vie est pour le moins pénible. Dans l'Algérie contemporaine, il devient de plus en plus difficile de se soigner, de voyager ou d'inscrire ses enfants dans les circuits scolaires. En juillet 1962, tous les espoirs quant à une vie digne étaient permis, aujourd'hui c'est la réalité dans toute sa plénitude ; une réalité amère, voire sordide.

Z. S.

50^e anniversaire, pensée aux martyrs de la décennie noire

Beaucoup de ceux qu'on croisait à la Maison de la presse Tahar Djaout, à la cafétéria, je pense à Boudoumi, Ghodbane, avec qui j'ai pris un thé la veille de l'attentat au véhicule piégé rue Hassiba-Ben-Bouali, qui a dévasté en cette année 1996 les locaux du *Soir d'Algérie*, d'*Alger républicain* et à un degré moindre ceux du *Matin*, ne sont plus avec nous. Je pense à mes quatre collègues du *Matin*, dont Saïd Mekbel, assassinés l'un après l'autre, à cet artificier de la police nationale mort en accomplissant son devoir et qui avait désamorcé les deux voitures piégées placées devant le siège du *Matin* à Hussein-Dey en cette année 1995. Ce qui nous avait alors contraints à retourner à la Maison de la presse Tahar Djaout. A tous ces journalistes – plus d'une centaine – morts assassinés à la fleur de l'âge, à l'instar de la reporter de télé Rachida Hamadi (32 ans) ou notre ancienne collègue du *Matin* Naïma Hamouda (28 ans), parce qu'un certain Mourad si Ahmed, dit Djamel al-Afghani, alors «émir» du GIA, avait décrété que «les journalistes qui combattent l'islam par la plume périront par la lame», avant qu'El Feth el Moubine de février 1995, organe du FIS clandestin, n'ordonne de recourir «à toutes les formes du djihad pour terroriser les ennemis de la religion».

Je pense à tous ces intellectuels, en premier Tahar Djaout, le premier journaliste-écrivain à être assassiné en mai de l'année 1993, un mois après l'attentat manqué contre Omar Belhouchet, qui avait qualifié l'islamisme, dans le numéro un de *Ruptures* (l'hebdo qu'il avait fondé avec d'autres journalistes dont Arezki Metref), d'«avènement du fascisme théocratique». A tous ces artistes, le drama-

turge Abdelkader Alloula, mais aussi l'acteur et metteur en scène, puis directeur du Théâtre national, Azzedine Medjoubi, qui nous rendait visite dans sa vieille Citroën 2CV, au patron de la librairie des Beaux-Arts, Joaquim Grau, au directeur de l'Ecole nationale des Beaux-Arts, Ahmed Asselah, tué en même temps que son fils, au musicien et producteur de musique Rachid Baba Aïssa, à Cheb Hasni... A toutes ces femmes dont la jeune Katia, tous ces syndicalistes (plus d'un millier dont Abdelhak Benhamouda), ces militants progressistes et de la société civile – l'avocat et ami Youcef Fathallah – assassinés parce qu'ils refusaient l'ordre taliban, et à tous ces soldats et patriotes tombés en défendant le pays dans un contexte d'une Algérie isolée au niveau international⁽¹⁾.

Aujourd'hui, par ces temps de négationnisme, il est de bon ton – ça fait tendance – de s'interroger sur ces meurtres théoriquement non élucidés parce que leurs auteurs n'ont jamais été appréhendés ou parce que, par ces temps de «printemps arabe», les islamistes sont devenus fréquentables alors qu'ils n'ont pas renoncé à leur projet d'Etat théocratique. Il n'empêche : quelle qu'ait été la responsabilité du régime dans la montée de l'islamisme, ces crimes ont été revendiqués et assumés publiquement par les islamistes. Il en est ainsi d'Annouar Haddam, dans un entretien à l'AFP du 13 octobre 1993, déclarant dans un entretien accordé à l'AFP, depuis Washington, où il vivait alors en exil : «Nous les connaissons un par un», affirmait-il à l'adresse des journalistes et des intellectuels, «ce ne sont pas des innocents». Et de s'écrier : «Qui sont ces soi-disant

Par Hassane Zerrouky

intellectuels ? Parmi eux, il y en a qui écrivaient des éditoriaux assassins. Il y en a d'autres qui, par la psychiatrie, conseillaient les tortionnaires sur la façon d'obtenir des aveux», allusion à Mahfoud Boucebc⁽¹⁾ dont le meurtre a été qualifié par le même Haddam d'«exécution d'une sentence par les moudjahidines». L'exécution de Tahar Djaout, revendiqué dans Etebcira, a été motivé par «son communisme et sa haine viscérale de l'islam». La radio Wafa – eh oui, l'ex-FIS disposait d'une radio clandestine émettant en modulation de fréquence chaque mercredi durant 15 minutes avant que les forces de sécurité ne la fassent taire – expliquait les meurtres de Djaout et Boucebc comme étant l'œuvre de «moudjahidines capables de décimer des troupes et des régiments entiers de l'ANP». Et ce, sans compter les Madani Mezrag et tous ces chefs repentis qui ont publiquement assumé dans plusieurs journaux nationaux les meurtres des intellectuels et journalistes !

Le cinquantenaire de l'indépendance nationale, ce sont aussi tous ces journalistes, ces intellectuels, ces artistes, ces femmes, ces cadres, ces militants et ces anonymes, nés pour la plupart après 1962, des enfants appartenant à la génération postindépendance. Et qui ne verront pas les feux d'artifice illuminer la baie d'Alger !

H. Z.

(1) Ces informations sont tirées de mon livre *La nébuleuse islamiste en France et en Algérie*, édition Calmann-Levy, Paris 2002.